

expédiés outremer. Nos jeunes nous demandent en toute sincérité aujourd'hui pourquoi nous n'avons pas recours à des mesures constructives et nous ne leur fournissons pas de travail. Ces jeunes ne demandent pas une aumône. J'en ai rencontré très peu qui accepteraient l'assistance publique ou s'en contentent. A cause de cela, nous suscitons le désespoir et la colère chez ces jeunes. Nous les encourageons à se rebeller partout au pays. Nous les avons laissés tomber. Les jeunes se livrent à la violence, pas seulement dans les universités, mais ailleurs aussi. Bien des hommes politiques d'âge moyen et d'autres plus vieux dénoncent l'agitation étudiante. Ils demandent pourquoi ces jeunes sont si paresseux. Ils les traitent de voyous, de gauchistes et de révolutionnaires. Ils les accusent de vouloir détruire le pays et la société. Cela m'étonne qu'ils oublient de poser certaines questions assez fondamentales. Ils ne demandent jamais pourquoi il y a tant de désespoir en ce moment chez les jeunes. Ils oublient de demander quel genre de régime a provoqué cette sorte de désespoir et a porté ces jeunes à se rebeller et à défier le régime.

Alors que je siége ici au Parlement, je vois le Parlement s'éloigner toujours davantage de la population et perdre de plus en plus sa raison d'être aux yeux de nombreux Canadiens. Nous venons ici chaque jour débattre une foule de problèmes importants, et bien des hommes politiques parlent souvent avec condescendance de ces pauvres jeunes qui ne peuvent trouver de travail, mais tout à coup, nous fermons nos livres et n'y pensons plus. Nous ne faisons rien. C'est cette attitude qui fait du Parlement une institution beaucoup plus anachronique qu'elle ne devrait l'être. A certains moments, nous semblons faire partie d'une société de débats qui réunit des gens instruits, nous nous donnons des tapes dans le dos et nous nous isolons complètement du monde de ceux qui, à l'extérieur, sont sans emploi. Je ne puis tolérer cela. Je ne crois pas que la jeunesse du Canada le tolérera plus longtemps.

En 1968, notre nouveau premier ministre parlait de nouvelles façons d'aborder la politique. Il a donné à beaucoup de jeunes de nouvelles raisons d'espérer. Les jeunes en ont fait leur candidat, l'ont soutenu, ont travaillé pour lui et l'ont élu premier ministre. Deux ans ont passé; que leur a-t-on donné? Un conservateur du XIX^e siècle, tout juste un tantinet moderne dans le ton et la mise. Un homme qui, au fond, n'a rien changé pour aider les Canadiens. Pour moi, cet homme a trahi la confiance des milliers de jeunes qui l'appuyaient il y a deux ans et fondaient d'immenses espoirs sur lui et sur son gouvernement. Quantité de ces jeunes sont venus me voir depuis quelques semaines. Ils veulent savoir pourquoi cet homme ne les aide pas. Ils avaient mis leur confiance en lui, disent-ils; ils croyaient qu'il modifierait le régime, mais il n'en a rien fait. Ils veulent savoir pourquoi il ne les écoute pas et pourquoi il a changé.

Mais nous pouvons modifier le régime, monsieur l'Orateur, de façon à assurer du travail aux gens, indépendamment de leur âge, de leur origine ethnique ou de leur domicile au Canada. Un débat comme celui-ci peut fournir des solutions de rechange positives si le gouvernement prête une oreille attentive. Je veux présenter un

[M. Nystrom.]

amendement à celui du député de Vegreville (M. Mazankowski). Appuyé par le député de Winnipeg-Nord (M. Orlikow), je propose donc le sous-amendement suivant:

Qu'on modifie l'amendement en remplaçant le point final par une virgule et en y ajoutant ce qui suit:
«et n'a pas su notamment

(1) adopter des politiques de plein emploi,

ni

(2) modifier les règlements sur le recyclage de la main-d'œuvre et les allocations y afférentes de façon que les jeunes Canadiens, au sortir de l'école ou depuis moins de trois ans sur le marché du travail, puissent bénéficier d'une allocation de recyclage et de la formation nécessaire à un emploi utile.

Monsieur l'Orateur, pendant les quatre ou cinq minutes qui me restent, j'aimerais donner quelques-unes des raisons qui m'ont fait proposer ce sous-amendement à l'amendement présenté par le député du parti conservateur. D'abord, si nous voulons résoudre le problème du chômage de nos jeunes, il nous faudra nous attaquer à l'ensemble du problème du chômage au Canada. Alors que je me trouvais récemment en Europe, beaucoup d'Européens m'ont demandé avec surprise pourquoi nous avions tant de chômeurs au Canada. Cela les stupéfiait. La majorité des Canadiens sont également stupéfaits du chômage qui règne chez eux. Il existe parce que c'est une création du gouvernement. Si nous voulons renverser cette tendance, il nous faut mettre en œuvre immédiatement des programmes visant à stimuler notre économie et à offrir du travail aux Canadiens. Deuxièmement, si nous voulons parvenir à résoudre les problèmes du chômage, des disparités régionales et de la pauvreté, nous devons reprendre en main l'économie canadienne. Ce problème a une fois encore été soulevé pendant la période des questions. Nous avons une économie de filiales. Notre pays est fondamentalement exportateur de matières premières, et importateur de produits finis. C'est ainsi que nous exportons nos emplois aux États-Unis et ailleurs. Pour résoudre des problèmes comme le chômage, il faut renverser la tendance continentaliste canadienne, provoquer un nationalisme positif qui nous permettra de diriger notre propre économie et procurer des emplois à tous les Canadiens pour que ceux-ci vivent une vie convenable comme la plupart des députés ici présents.

Un autre sujet que j'aimerais évoquer est que le gouvernement devrait sérieusement envisager de modifier la législation sur le recyclage de la main-d'œuvre car, dans son état actuel, il faut qu'un jeune ait quitté l'école depuis un an et ait travaillé pendant un an avant d'avoir le droit d'être recyclé. Il doit avoir travaillé pendant trois ans pour avoir droit à un prêt. Si un jeune est en chômage et a le droit d'être recyclé parce qu'il a travaillé pendant un an, il a probablement besoin d'un prêt. Bien des jeunes gens actuellement sans emploi, parce qu'ils ne remplissent pas les conditions requises pour le recyclage dans le cadre des programmes du ministère de la Main-d'œuvre et de l'Immigration, deviennent les troupes de choc du gouvernement dans sa lutte contre l'inflation. Ce sont eux qui souffrent le plus de la guerre contre l'inflation. Le gouvernement actuel ne fait rien pour aider ces jeunes; il pourrait modifier la loi de façon qu'ils puissent recevoir de l'aide. Nous semblons satisfaits de les voir